

# La France ne sera plus jamais une grande puissance et tant mieux !

Ouvrage de Guillaume Duval

mardi 14 mars 2017

« **La France ne sera plus jamais une grande puissance et tant mieux !** » Ouvrage de Guillaume Duval

Résumé d'ouvrage par J. BECHT, C. FLORET, S. DE BARTHEZ

Mardi 14 mars 2017

Guillaume Duval est le rédacteur en chef du mensuel Alternatives Economiques. Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur des Arts et Métiers à Bordeaux en 1975, il a travaillé pendant 13 ans pour différentes multinationales allemandes. Depuis il a rejoint la coopérative du magazine économique Alternatives économiques.

*Bibliographie principale : Le libéralisme n'a pas d'avenir (2003) ; Made in Germany (2013)*

## Problématique

À travers un titre provocateur, Guillaume Duval tente de répondre aux déclinistes et sortir de l'autodénigrement qui apparaît comme un obstacle puissant au redressement du pays. En effet, un grand nombre de français regrettent le temps mythifié où la France était une grande puissance et comptait à l'échelle mondiale. On retient très souvent les grandes périodes telles que sous Louis XIV, Napoléon Ier, De Gaulle, le temps de la colonisation où les grands et les puissants rayonnaient à l'échelle mondiale. Cependant, ces périodes de prospérité n'ont pas toujours été profitables à l'hexagone. La guerre d'Algérie, par exemple, a laissé de profondes blessures. Cette notion de « puissance regrettée » est très souvent évoquée par les différents politiciens. Notamment, le républicain Alain Juppé souhaitait « rendre à la France sa faculté de peser dans le monde ». Le candidat François Fillon qui, face à la politique de Donald Trump promouvant un léger repli de l'Amérique, pense que la France pourrait avoir une possibilité fantastique de réaffirmer un leadership. G. Duval, nous expose ainsi l'impact de la mise en place de la mondialisation ainsi que ses différentes phases ayant conduit à une transformation de la hiérarchie des différentes puissances.

Guillaume Duval à travers un optimisme provocateur, tente de montrer l'influence de la mondialisation sur l'évolution de la puissance française. Tout d'abord nous évoquerons l'évolution de la mondialisation, puis la place de la France dans l'Union Européenne pour terminer sur les avantages dont dispose l'hexagone.

## Résumé de l'ouvrage

Cet ouvrage est étudié sous trois angles à partir d'un raisonnement multi-scalaire.

### 1. Une mondialisation qui évolue

#### La mise en place de la mondialisation. Ses conséquences directes

Selon le géographe français Laurent Carroué, la mondialisation désigne un « processus géohistorique multiséculaire d'extension progressive du capitalisme financier à l'ensemble planétaire ». Plus généralement, ce mouvement renvoie à la mise en relation des différents territoires et une interdépendance accrue. Tout d'abord de nature marchande durant le XVIème siècle, le capitalisme s'est financiarisé depuis les années 80, dans un contexte de stagflation rencontrée par de nombreux pays. Le pilotage étatique occupe une place de plus en plus infime.

Guillaume Duval nous présente, dans cette première partie, les effets de la mondialisation sur le modèle social français. Il va plus loin dans sa définition et qualifie ainsi celle-ci de processus « désordonné de libéralisation des échanges commerciaux et des flux financiers ». Une des conséquences principales de cette ouverture sur le monde est un accroissement du dumping social, fiscal mais aussi environnemental. La mondialisation répond à une double logique d'intégration et/ou de marginalisation des territoires. Ce processus a permis l'émergence des pays du Sud, principalement les BRICS grâce à la division internationale des processus de production (DIPP) introduite par les pays développés afin de répondre à une compétition croissante entre les différents territoires. Cependant, l'accroissement de consommation des biens importés par les pays développés a aggravé un chômage de masse dû à une limitation de la production intérieure. Il y a une accélération de la désindustrialisation, caractérisée par une baisse en volume de la valeur ajoutée du secteur de l'industrie. La désindustrialisation plonge certaines villes de l'hexagone dans le marasme (ex : la région du Nord-pas-de-Calais) ce qui remet en cause la puissance française. A l'inverse, il en résulte que les pays du Sud se sont mis à disposer d'une épargne excédentaire. Ils produisent plus qu'ils ne consomment, c'est principalement le cas de la Chine. Ces déséquilibres croissants ont, in fine, conduit à la crise financière de 2008. Elle s'accompagne d'un dumping fiscal important notamment pour les firmes transnationales (FTN) à travers le « shadow banking » (banque de l'ombre). Ces paradis fiscaux se sont globalement intensifiés lors du boom des NTIC engendrant une normalisation de la situation par les grands États. Cette intervention tardive des grands États est due au fait d'éviter de déplaire aux plus aisés, de ne pas handicaper les multinationales implantées dans leur pays mais aussi à la relation étroite qu'entretiennent les dirigeants politiques et les dirigeants des banques.

## Les principaux acteurs, échecs et problèmes liés à la mondialisation

Les FTN jouent un rôle primordial au sein de la mondialisation. En 2014, elles réalisent le tiers du PIB mondial. L'évolution de leur classement reflète celui des puissances économiques mondiales. En 2015, 27,4 % des 500 plus grandes entreprises sont originaires d'Asie contre 27,8 % pour les États-Unis et 26,8 % pour l'Europe. Dans les pays développés, face à la pression des organisations non gouvernementales (ONG), les firmes transnationales (FTN) sont obligées d'adopter des comportements plus respectueux en matière sociale et environnementale. A contrario, les firmes transnationales originaires des pays du Sud sont moins soumises à la pression des ONG dans leurs pays d'origine. Elles peuvent ainsi intensifier la sous-traitance et le placement de bénéfices dans les paradis fiscaux. A terme, cette responsabilité sociale des entreprises peut parvenir à changer la nature du système économique. C'est à dire, passer de ce que les anglais appellent le « shareholder capitalism » (capitalisme d'actionnaires) au « stakeholder » (capitalisme de parties prenantes). Mais le chemin est encore long.

L'échec de la mondialisation néolibérale se traduit par les crises de surproduction « inventées » par le capitalisme financier. Dans le passé, ce type de crise avait déjà hanté les pays. Durant les Trente Glorieuses, le pilotage de l'Etat avait permis de limiter les dégâts par la mise en place de mesures (encadrement du marché du travail). A partir des années 80, suite à la baisse de l'interventionnisme public, ces crises de surproduction se sont intensifiées. L'interventionnisme étatique, qui permet un lissage des cycles, est primordial pour la santé d'un pays.

Le déclin incontestable de la France s'avère plutôt être une bonne nouvelle. Les inégalités qui s'étaient creusées à l'échelle mondiale (notamment au moment de la révolution industrielle) sont enfin en train de se réduire. Le fait que les chinois aillent mieux et que les indiens ont moins de problèmes pour s'alimenter n'est pas une mauvaise nouvelle pour les français.

Cependant, les menaces environnementales grandissantes imposent une régulation de l'économie mondiale et des transferts Nord/Sud. Il faut donc que tous les pays suivent, même ceux du Sud, qui ont tendance à se concentrer principalement sur leur développement économique. Cette mobilisation est indispensable pour faire face aux problèmes climatiques majeurs. La prise en compte de la question environnementale est un impératif. Elle oblige à une transformation rapide de nos économies vers une transition écologique afin de moins dépendre des énergies fossiles ou matières premières non renouvelables. Cependant, les États-Unis réticents dans le passé à ce changement mondial, avaient récemment changé de cap. Cela pourrait être remis en cause par la présidence de Donald Trump. Au delà de ce point, ce déclin est une bonne nouvelle à la fois pour le monde et pour la France.

## 2. L'Europe, un facteur déterminant de la puissance française ou pourquoi faut-il rester en Europe ?

En France une certaine illusion émerge de plus en plus : la sortie de l'Union Européenne, qui permettrait d'accroître le dynamisme et l'autonomie de la France. Aux yeux des français, l'organisation européenne et sa monnaie unique seraient des facteurs de crise dont celle des dettes souveraines. Mais cela est faux. La France a besoin de l'Europe et ne peut pas faire « cavalier » seul dans la mondialisation. Abandonner l'euro voudrait dire un retour au Franc et donc une baisse brutale du pouvoir d'achat. Cette impression que les Français ont sur l'Europe est dû au manque de projet de l'U.E, à un budget européen trop faible (moins de 1 % du PIB de l'Union) et à un besoin de politique fédérale. De surcroît, l'Europe a débuté en faisant un spillover (créer l'Europe autour d'un marché commun).

Cependant, l'Europe-marché n'a favorisé que les petits pays (à cause d'un jeu asymétrique : baisser la demande extérieure pour exporter plus). Cela a aggravé les effets du dumping, une voie de rattrapage pour les pays de l'Union en retard. De plus, il n'y a pas de véritable politique industrielle européenne. Elle perd pied face à l'Asie ce qui paralyse la France. L'Europe-marché n'a pas créée une zone économique dynamique et innovante : développement du chômage etc... La monnaie unique a créée une avancée mais sans intégration politique suffisante pour que l'Europe (et la France avec) soit une puissance. Il en découle aussi la crise des dettes souveraines (fin 2009) car l'euro fonctionnait avec des taux d'intérêts faibles (inférieur au taux d'inflation). Plus un acteur économique s'endettait et plus il s'enrichissait. Il y avait ainsi plus de consommation que de production. Les pays comme la Grèce et l'Espagne ont transformé leurs dettes privées en dettes publiques. Les investisseurs partent de ces pays et la BCE ne pouvait pas les aider à cause de la clause du « no bail out » (Traité de Lisbonne). Cette situation inextricable a contribué à l'idée, que sortir de l'Union ne pouvait être que positif. Plus récemment, la BCE a pu acheter en masse des titres de dettes étatiques en contournant le « no bail out ». Suite à cette crise, la zone euro connaît une stagnation économique et un chômage important. Des réformes ont été mises en place (6 pack, 2 pack, TSCG). Cela ne fut pas suffisant, l'auteur soumet l'idée de mettre en place un « Parlement » (et une harmonisation fiscale) avant d'avoir un gouvernement dans la zone euro. Ce Parlement permettrait de venir à bout du dumping (ce qui est possible contrairement à ce que l'opinion publique pense). L'auteur montre aussi l'importance d'avoir une politique industrielle commune pour rattraper le retard face aux Etats-Unis (notamment les objets connectés).

L'Europe doit avoir une politique environnementale car contrairement au social, il n'y a pas de tradition dans chacun des pays (le droit environnemental est d'origine européenne). Enfin l'Europe, ayant retrouvé des ennemis, doit créer une politique de défense commune. La France pourrait devenir ainsi un des moteurs des nouveaux progrès de l'intégration européenne. C'est donc parce que la France fait partie de l'Europe qu'elle peut espérer être puissante.

## 3. La France a des atouts à faire valoir

La France ne serait redevenir une grande puissance (déindustrialisation, crise écologique, système en faillite, mondialisation...). Il reste peu de place pour un pays de 66 millions d'habitants, dans un monde qui en compte déjà plus de cent fois plus. Mais ce n'est pas pour autant que la puissance française doit s'arrêter de croître.

Pour le futur, l'Hexagone dispose de sérieux atouts qui lui permettront de surmonter les différentes crises (économique, systémique et environnementale) et de conserver sa capacité à déterminer par elle-même son propre avenir. L'un des enjeux les plus décisifs pour le futur de la France est une intégration européenne plus poussée, se traduisant notamment par le sauvetage de l'euro face à la vague d'austérité perpétuelle et généralisée. Plus grave encore, signalons aussi, la question du chômage de masse et celle de la stagnation économique. De quels atouts la France bénéficie-t-elle ?

- une démographie équilibrée. C'est le pays européen avec le taux de natalité le plus fort
  - une main d'œuvre productive et efficace qui ne demande qu'à être mobilisée. La semaine de 35 heures n'a aucun cas fait augmenter le taux de chômage. Les français font partie des salariés les plus productifs du monde. Elle a abouti à une diminution des écarts entre la durée de travail des hommes et des femmes. En somme une égalisation du temps de travail. Le management des entreprises devrait devenir enfin moins autoritaire et hiérarchique
  - une épargne abondante, mais ce patrimoine est largement investi dans l'immobilier plutôt que sous forme de capital productif au profit de l'innovation
  - des innovations de qualités (le pays se hisse au 3ème rang mondial pour le nombre d'entreprises et organismes innovants, Alstom, Safran...). Un foisonnement d'initiatives dans les technologies d'avenir qui ne demande qu'à se consolider (high-tech).
- Enfin, la France doit faire un effort colossal pour accélérer la transition énergétique, la conversion écologique de nos économies, par la mise en place d'un Green new deal. Ce projet a été conçu dans le but de construire des économies et des sociétés qui seront favorables à toutes et à tous, ainsi qu'à la planète que nous partageons, aujourd'hui tout comme demain.

## **Synthèse**

Guillaume Duval emploie un ton optimiste pour présenter l'impact de la mondialisation sur la puissance française. Cette dernière tente de rester un leader du monde multipolaire, malgré les différentes crises, l'émergence des nouvelles puissances et la question environnementale. Le rédacteur en chef d'Alternatives Economiques s'intéresse au cas de la France. Loin d'être « l'homme malade de l'Europe », celle-ci est une puissance décisionnelle en Europe au côté de l'Allemagne grâce aux nombreux atouts dont elle dispose.

La mondialisation et ses diverses évolutions ont profondément bouleversé les systèmes économiques. Petit à petit notre pays s'est retiré « du top » des puissances mais cela n'est pas une mauvaise chose. Être une grande puissance s'avère être positif pour le pays en question, mais induit un grand nombre de coûts (économiques, militaires). Comme c'est le cas pour les pays scandinaves, la France n'a pas besoin d'être puissante pour faire le bonheur de sa population. Le fait de ne plus être une grande puissance est implicitement souligné à travers le « Tant mieux » contenu dans son titre.

*Selon les mots de Guillaume Duval, finalement, « on peut vivre et bien vivre sans avoir besoin de s'imposer au reste du monde »*